

L'économie solidaire, a-t-elle une réalité au Luxembourg ?

L'économie solidaire est un concept général, une vision, qui de plus en plus commence à prendre forme et qui de plus en plus est en train de rassembler des personnes aux ambitions très variées autour d'un thème essentiel qui doit contribuer directement à l'organisation de nos sociétés au vingt et unième siècle.

La démarche s'impose, et pour donner une première indication sur son essence, s'oppose, en acceptant l'économie de marché comme régulateur, à un glissement vers l'utopie néolibérale d'une société tout entière soumise aux mécanismes de marché.

Le gouvernement Français a récemment créé un Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire, et pour cause.

Depuis les années 70, les mouvements associatifs, les entreprises de l'économie sociale, les coopératives et d'autres initiatives n'ont cessés de s'attaquer à des problématiques concernant directement le bien-être des citoyens et l'organisation d'une société plus juste.

Ils sont devenu un facteur économique efficace, important et durable.

Tous ces acteurs, dont les initiatives et activités couvrent un large éventail des besoins de nos populations, généralement délaissés par le marché ou impossibles à gérer par les services publics, ont provoqués l'émergence de ce qu'on appelle aujourd'hui le troisième secteur.

Un secteur, devenu complémentaire au secteur privé et au secteur public, qui a vu s'installer sa légitimation avec les dernières crises économiques structurelles et plus récemment avec la compréhension du passage de notre société post-industrielle et tertiaire vers une société de la connaissance.

En sachant que l'économie sociale traditionnelle est une invention de l'ère industrielle, il est important de noter qu'un débat sérieux a eu lieu en France quant à la dénomination dudit Secrétariat d'Etat.

Il est vrai que tous les acteurs cités plus haut ont comme dénominateur commun de promouvoir une nouvelle forme d'entrepreneuriat, en développant des activités non pour maximiser un profit, mais pour satisfaire d'autres buts à caractère social et qui concernent spécialement les liens sociaux dans la société.

Les exemples de ces activités et projets sont multiples, ont trait à la qualité de vie en général et ont la vocation de s'inscrire dans une logique de développement durable.

A titre d'exemples, l'on peut citer les services de proximité, l'environnement, les technologies de l'information et les activités culturelles et touristiques.

D'autres points que ces initiatives ont en commun sont certainement leur engagement dans une zone géographique précise, le local, et le type de salariés recrutés, qui sont pour la plus grande part des personnes ayant pour des raisons multiples des difficultés à trouver leur place au niveau du marché du travail classique.

Ce troisième secteur dépasse donc de loin les objectifs propres à l'économie sociale classique qui avec l'émergence de ces projets phares, comme les mutuelles et les coopératives, sont restés dans une logique d'apaisement des maux faits de l'économie de marché.

Le caractère offensif et la pensée positive, basé sur une analyse profonde des besoins imminents qui risque de manquer dans nos sociétés, sont les atouts majeurs des promoteurs de ce nouveau type d'activités.

Il est clair, qu'avec une telle évolution il y aura certainement un changement dans l'appréciation des valeurs qui surviendra, ce qui relativisera profondément nos attitudes de jugement vis-à-vis de la participation de chacun au niveau du travail rémunéré ou au niveau de la production de biens ou de services.

Si pour toutes ces raisons le Gouvernement Français a préféré d'employer l'intitulé « Economie Solidaire » au lieu de « Economie Sociale » pour son nouveau Secrétariat d'Etat, il l'a certainement fait en connaissance de cause et a attribuer ainsi au troisième secteur la place qui lui revient.

Au Luxembourg, nous connaissons également une évolution de ce genre d'initiatives qui remonte au début des années 80, où des organisations comme, par exemple CO-Labor, Inter-Actions Faubourgs et Action

Sociale pour Jeunes, se sont constituées et ont essayé de trouver des solutions originales pour combattre le chômage qui a frappé également le Luxembourg avec la venue de la crise dans le secteur sidérurgique.

Ces initiatives de la première heure existent toujours et ont manifestement prouvé que leurs activités sont devenues indispensables dans le paysage socio-économique Luxembourgeois.

Si nous connaissons une évolution analogue de ce type de mouvement par rapport à la France ou d'autres pays européens, il faut noter qu'actuellement c'est en France que la discussion sur la pérennisation de ce troisième secteur est la plus avancée.

Nous constatons que cette approche est présente dans tous les pays de l'Union Européenne, mais qu'elle est menée par des organismes et des groupements de spécialistes, et organisée par ci ou par là sous formes de projets pilotes plutôt isolés.

En France, la discussion est d'ordre général, a atteint la place publique, concerne ainsi directement les citoyens et a trouvé son entrée dans les débats politiques du plus haut niveau.

Cette évolution reconforte certainement les initiatives existantes dans leur travail et leur apportera, dans des délais prévisibles, des conditions cadres législatives, qui leur permettront de quitter l'ambiance de la précarité, qui est la leur, et leur fournira un environnement de reconnaissance et d'assurance.

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, le Luxembourg n'est pas si mal placé par rapport à beaucoup d'autres pays en ce qui concerne une relative acceptation de l'émergence d'un « troisième secteur ».

En effet, en considérant les activités déployées par Objectif Plein Emploi asbl, l'on peut dire que le Luxembourg dispose d'un projet global d'Economie Solidaire opérationnel depuis quelques années, qui a également attiré l'attention et la reconnaissance de l'Europe.

Les promoteurs de cette initiative ont été **l'Action Sociale pour Jeunes asbl (ASJ)**, qui poursuivait des activités de réinsertion de jeunes chômeurs et le **Onofhengechen Gewerkschaftsbond Letzebuerg (OGB.L)** qui par cette prise de nouvelles responsabilités, se retrouve au premier rang des représentants d'un syndicalisme progressiste en Europe.

Une des premières discussions des deux partenaires en vue d'une collaboration concrète au début des années 90 a été justement l'essai de la compréhension et la projection d'une description de ce que peut être l'Economie Solidaire ainsi que l'implantation de mécanismes et d'activités correspondantes au Luxembourg.

Aujourd'hui Objectif Plein Emploi a trouvé, avec le Ministère du Travail et de l'Emploi, un partenaire et un interlocuteur privilégié à ce sujet, qui au niveau des politiques nationales a montré sa détermination d'accompagner et de soutenir les stratégies et les activités déployées par OPE pour pouvoir ouvrir les portes à l'émergence d'un troisième secteur.

Grâce aux mécanismes et stratégies implantés par OPE, cette évolution est renforcée par la participation des décideurs politiques locaux et les forces vives locales qui sont directement impliqués dans l'organisation des activités et garantissent ainsi les résultats réels des projections élaborées.

Il s'agira pour OPE dans le futur de pouvoir travailler en continuité sur l'affinement des stratégies proposées. De pouvoir contribuer de par les acquis nouveaux en expériences à formuler des propositions concrètes pouvant aider à améliorer le cadre légal de son action et l'environnement socio-économique en général. De pouvoir compter pour ces propos, comme jusqu'à aujourd'hui, sur un interlocuteur compétant avec le Ministère du Travail et de l'Emploi et ses Administrations.

Il est à noter également qu'Objectif Plein Emploi est à la base d'un réseau européen du nom de « **Institut Européen de l'Economie Solidaire** », qui a son siège au Moulin Bestgen à Schiffflange et qui regroupe des membres (Initiatives et Universités) issus de 5 pays européens différents.